



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
GENERALE

TD/B/WG.2/11/Add.5
25 février 1994

Original : FRANCAIS

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT
Groupe de travail spécial sur
l'efficacité commerciale
Troisième session
Genève, 2 mai 1994
Point 5 de l'ordre du jour provisoire

PROJET DE PRINCIPES DIRECTEURS GENERAUX RELATIFS
A DES SECTEURS CLES POUR L'EFFICACITE COMMERCIALE

TELECOMMUNICATIONS

Document établi par le secrétariat de la CNUCED sur
la base d'une étude faite par des consultants */

*/ Jacques Arlandis, directeur scientifique de l'IDATE (Institut
européen de l'audiovisuel et des télécommunications), Montpellier (France);
Laurent Gille, président-directeur général de SIRIUS, Montpellier (France).

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>
Synopsis	1 - 7
I. LES TELECOMMUNICATIONS : UNE RESSOURCE CLE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL	8 - 24
A. L'infrastructure de l'activité économique	12 - 16
B. Le réseau support d'une infostructure	17 - 19
C. Le réseau à valeur ajoutée de l'échange et du commerce international	20 - 24
II. LES GOULETS D'ETRANGLEMENT	25 - 56
A. L'inégalité devant le service de base	26 - 40
B. L'inégalité devant les réseaux et services à valeur ajoutée	41 - 45
C. Problèmes liés à l'usage des télécommunications . .	46 - 52
D. Les biais introduits par les politiques publiques .	53 - 56
III. MESURES APPLICABLES AUX TELECOMMUNICATIONS FAVORABLES A L'EFFICACITE DU COMMERCE INTERNATIONAL	57 - 68
A. Mesures relatives à l'accès aux réseaux de télécommunications	61 - 64
B. Mesures relatives à l'accès aux services	65 - 68

SYNOPSIS

1. La présente contribution met en perspective le rôle que jouent les télécommunications dans la recherche d'une meilleure efficacité du commerce international. Etant donné l'impact que peuvent et doivent avoir infrastructures, réseaux et services de télécommunications en termes d'efficacité des marchés d'échange de biens et de services, toute impasse faite à ce niveau peut s'avérer préjudiciable.
2. Notre rapport cherche à identifier :
 - L'apport des télécommunications en termes d'efficacité du commerce international,
 - Les goulets d'étranglement de court et de moyen terme,
 - Les solutions de court, de moyen et de long terme.
3. Le commerce international est appelé à se développer en tenant compte à la fois de la globalisation et du maillage croissant des économies. Dans ce processus où la circulation de l'information joue un rôle clé, la mise en réseaux des acteurs doit permettre d'intégrer définitivement ceux qui se trouvent encore actuellement à la marge de l'activité d'échange international (PVD, économies en transition, PME).
4. Les télécommunications doivent être considérées comme une ressource clé pour l'échange international de biens et de services. La communauté internationale l'a d'ailleurs reconnu sans ambiguïté. Comme toute ressource, elle est plus ou moins rare et peut être plus ou moins judicieusement utilisée. Bien dimensionnée (par exemple nature, volume et prix), la ressource télécommunication permet d'améliorer la fluidité du commerce international. Bien utilisée (par exemple coût, applications), elle peut accroître, au-delà de la transaction, la valeur ajoutée de l'activité d'échange.
5. Il existe aujourd'hui, une occasion sans précédent d'asseoir le développement du commerce international sur un usage intensif de télécommunications performantes. Mais le dimensionnement de cette ressource pose actuellement un double problème : celui d'une inégalité dans l'accès au service de base, le téléphone, comme dans l'accès aux services évolués. Quant à son utilisation, plusieurs écueils doivent être évités : une sous-utilisation par les utilisateurs, les effets pervers d'une concurrence entre offreurs de services qui limite les choix des clients, et les biais liés aux comportements des gouvernements.
6. Les remèdes les plus urgents résident dans la mise à disposition d'un service réellement universel, tout en facilitant l'accès à certains services plus adaptés à la problématique du commerce international. Les actions structurelles sont à lancer dès maintenant, en tenant compte de certaines exigences économiques en ce qui concerne l'offre de services, ou pédagogiques en ce qui concerne leur utilisation. Il s'agit en fait de mener une politique d'inclusion et de développement d'usages.

7. L'initiative "Efficacité commerciale" de la CNUCED offre l'occasion de mobiliser les opérateurs de télécommunications et d'évaluer concrètement la capacité des services de télécommunications de répondre aux finalités économiques d'un tel dispositif.

I. LES TELECOMMUNICATIONS : UNE RESSOURCE CLE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL

8. Concernant le rôle que peuvent jouer les télécommunications dans la perspective d'une recherche d'une meilleure efficacité d'un commerce international en expansion, on partira des constats suivants :

- les télécommunications sont aujourd'hui un vecteur important d'accès et d'extension des marchés, notamment sur le plan international; ceux qui ne pourront accéder aux bons réseaux et services s'excluront de plus en plus des marchés internationaux;

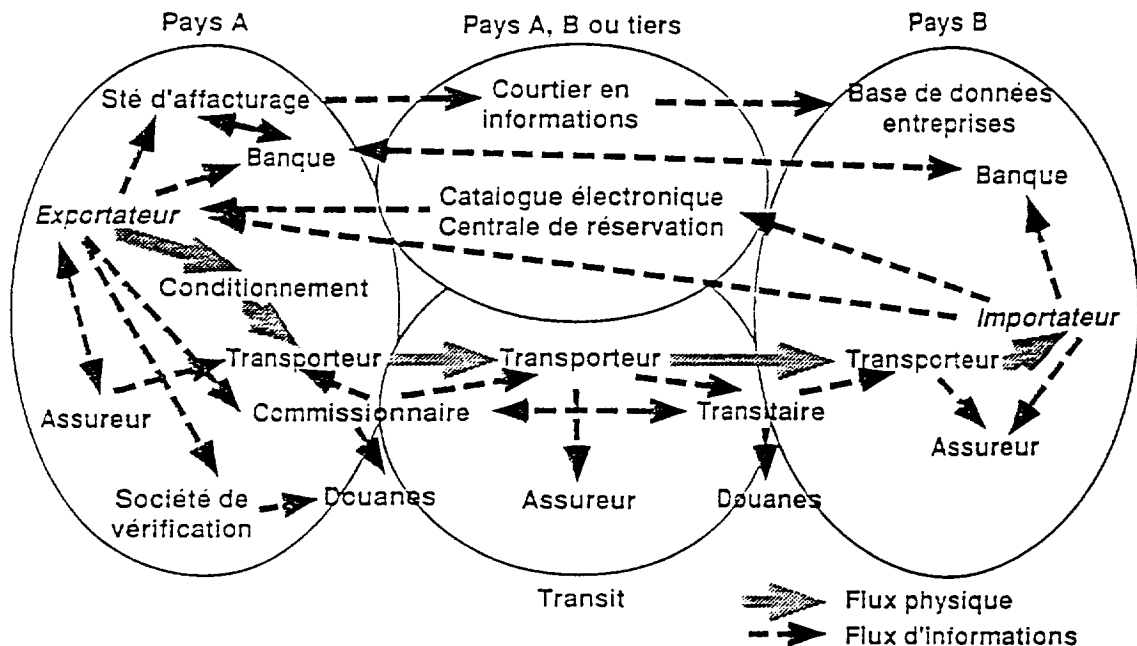
- les télécommunications sont aujourd'hui indispensables à l'offre de prestations commerciales considérées comme normales sur des marchés de plus en plus nombreux; ceux qui ne sauront pas les mettre en oeuvre deviendront rapidement non compétitifs.

9. Infrastructure, réseaux et services de télécommunications constituent alors, au regard d'un développement du commerce mondial, une ressource économique essentielle et, de plus en plus, une condition nécessaire d'entrée et de compétitivité sur les marchés internationaux.

10. Tout processus de production suppose aujourd'hui la mobilisation de quantités importantes d'informations; toute transaction commerciale requiert pareillement la circulation de nombreuses informations : la production vendue, qu'il s'agisse de biens ou de services, contient une valeur ajoutée informationnelle qui croît d'année en année. L'OCDE estime que dans les économies développées, entre 40 et 60 % de la main-d'oeuvre est employée à produire, traiter ou communiquer de l'information. Ce pourcentage dépasserait 30 % dans de nombreuses économies en développement.

11. Le schéma suivant illustre en matière de commerce international la diversité des acteurs qui interviennent dans la chaîne commerciale dont beaucoup ne voient en fait passer que de l'information : les flux informationnels concernent des correspondants beaucoup plus nombreux que les flux physiques et le maillage des communications entre parties prenantes à la transaction atteint aujourd'hui une grande complexité.

La chaîne du commerce : prédominance des flux d'informations



A. L'infrastructure de l'activité économique

12. Il n'est plus aujourd'hui un pays au monde qui ne juge essentiel le développement de ses infrastructures de communication. Si les années 60 et 70 ont consacré l'importance du développement des infrastructures de transport et d'énergie pour le développement harmonieux des économies en développement, la décennie 80 a montré que le développement de nombreux secteurs d'activité économiques ne pouvait désormais être envisagé sans un développement conséquent des réseaux de télécommunications.

13. Le rapport de la Commission Maitland intitulé "Le chaînon manquant", publié par l'UIT (Union internationale des télécommunications) il y a maintenant près de dix ans, a insisté sur les difficultés auxquelles conduit un sous-développement des infrastructures de télécommunications. Ce constat, illustré quotidiennement dans les pays développés où tout arrêt de la prestation de services de télécommunications conduit à des bouleversements immédiats et considérables des économies, peut désormais être vérifié dans la plupart des pays en développement où le fonctionnement, tant des administrations publiques que de nombreux secteurs d'activité, repose de plus en plus sur les services de télécommunications.

14. Le service téléphonique est devenu essentiel dans la gestion quotidienne de multiples activités. Grâce à l'amélioration de ses fonctionnalités, à l'automatisation des réseaux, à la multiplication des terminaux pouvant se brancher sur une simple ligne téléphonique, le téléphone est aujourd'hui l'instrument indispensable de toute activité économique. Son usage s'est accru au fur et à mesure que les systèmes économiques ont réduit les constantes de temps des activités productives. Les délais de production, comme les délais relatifs aux flux de biens, se sont fortement raccourcis dans les deux dernières décennies. Etre active sur des marchés de plus en plus nombreux oblige toute entreprise aujourd'hui à travailler sous des contraintes de temps de plus en plus sévères.

15. Nos économies fonctionnent désormais dans ce qu'il est convenu d'appeler des flux tendus, où les stocks sont réduits au minimum et où une interaction de plus en plus manifeste s'instaure entre le marché et la production, conduisant à des modes de production globale sur mesure. Les télécommunications forment une infrastructure essentielle à cette nouvelle efficacité du commerce. Grâce aux télécommunications, il devient possible d'étendre les zones de chalandise, sur un plan national, mais aussi sur un plan international. Associé à des performances accrues des systèmes de transport et des systèmes financiers auxquels elles contribuent par ailleurs, l'usage des télécommunications non seulement améliore l'efficacité du commerce, mais devient même essentiel pour offrir les prestations commerciales minimales que réclament les marchés. Le fax (fac-similé), qui a supplanté et enrichi bon nombre de fonctions du télex, le radiotéléphone cellulaire, le "paging" (radiomessagerie) sont utilisés quotidiennement par des milliers d'acteurs du commerce international qui trouvent dans ces services le moyen de rester en contact soit avec leur base, soit avec leurs clients où qu'ils se trouvent.

16. Bien dimensionnées, les infrastructures de télécommunications doivent permettre une meilleure organisation des marchés liés au commerce international.

B. Le réseau support d'une infrastructure

17. Le constat fait précédemment est particulièrement pertinent dans les secteurs d'activité où se produit peu à peu une circulation des informations liées à la transaction mais indépendante de la circulation physique des biens et plus généralement des valeurs que ces informations accompagnent. Jusqu'à une date récente, les informations transactionnelles circulaient "attachées" aux biens ou valeurs, principalement sur un support papier. L'amélioration des procédures commerciales a permis de "détacher" ces informations des biens concernés et d'envisager leur transfert sur les nouveaux supports électroniques développés depuis quinze ans. Dorénavant se pose la question de leur transmission par des réseaux de télécommunications de machine à machine informatique. Cette communication électronique (dénommée EDI, Echange de Données Informatisées) permet d'améliorer fortement l'efficacité du commerce en réduisant les délais, en minorant les sources d'erreurs, et en accroissant les possibilités de traitement en tous points des circuits d'information qui se mettent en place.

18. Le commerce international est sans doute un domaine privilégié pouvant bénéficier des multiples avantages offerts par la transmission électronique des documents commerciaux. Il faut souligner ici que la transmission électronique des documents commerciaux, et donc l'usage des réseaux de télécommunications, nécessite au préalable l'informatisation des documents au sein de chacun des maillons de la chaîne. Cette informatisation est conditionnée par de nombreuses autres dimensions, notamment des dimensions juridiques et réglementaires. L'informatisation des procédures internes aux firmes et aux administrations constitue un processus parfois long et onéreux qui suppose souvent une évolution des modes d'organisation. En ce sens, l'offre de services de télécommunications efficaces peut accélérer l'informatisation interne des organismes et entreprises concernés par le commerce extérieur, en mettant en évidence les avantages supplémentaires d'une stratégie d'informatisation. Il y a donc un renforcement croisé des processus d'informatisation et de mise en réseau dont la finalité est bien de générer des gains de productivité associés aux mécanismes et procédures qui régissent au niveau international l'échange de biens et de services.

19. Bien utilisés, les réseaux de télécommunications doivent participer à l'abaissement des coûts liés à la transaction commerciale.

C. Le réseau à valeur ajoutée de l'échange et du commerce international

20. La facilitation des échanges implique une optimisation des arrangements fonctionnels des données (collecte, présentation, communication et traitement). Ces informations doivent être associées aux flux physiques et financiers qui exigent par ailleurs qu'une trace des mises en relations d'acteurs du commerce international (commerçants, transporteurs, banquiers, assureurs, douanes, entrepôts, distributeurs, voire clients finaux) subsiste bien au-delà du simple temps de la transaction.

21. En amont de celle-ci, les acteurs doivent se tenir informés de l'évolution des marchés, et pouvoir se mettre en rapport d'affaire avant la transaction, avec ce que cela implique comme informations pertinentes. Pendant la transaction, des exigences spécifiques de mise en relation se dessinent, non seulement dans la partie procédurale mais aussi dans le domaine de la gestion des "pannes". Enfin, en aval de la transaction, des logiques de feed-back peuvent largement contribuer à accroître l'efficacité et le dynamisme du commerce international.

22. Les télécommunications peuvent constituer la matrice d'une telle organisation économique, orientée vers des gains continus d'efficacité. Des applications supports (audiotex, videotex, téléconférences) sont d'ores et déjà disponibles pour la partie préparatoire des échanges de biens et de services; l'EDI, nous l'avons vu, accompagne la transaction, tandis que le service universel de télécommunications reste la base dans son principe d'ubiquité, pour maintenir les contacts nécessaires entre les partenaires de l'échange; enfin, des dispositifs de type réseau intelligent vont permettre à la fois d'améliorer la fluidité du dispositif spatio-temporel, tout en assurant le retraitement des informations ayant, à un moment ou à un autre, transité par les réseaux de télécommunications.

23. Les grandes organisations industrielles ou du commerce ont souvent déjà intégré l'usage extensif des réseaux et services de télécommunications autour du monde. Leur taille, leur implantation multinationale, la diversité et l'ampleur de leurs marchés les conduisent à tirer le meilleur parti des innovations que connaît le monde des télécommunications. En effet, même dans les contextes où l'offre de réseaux et services est restreinte, elles peuvent mettre en oeuvre, sur des infrastructures de base, des réseaux privés performants. Les petites et moyennes entreprises ont par contre rarement accès aux mêmes services et peuvent donc être particulièrement défavorisées dans l'accès aux marchés.

24. Bien gérés, les services de télécommunications doivent accroître la valeur ajoutée de l'activité d'échange de biens et de services.

II. LES GOULETS D'ETRANGLEMENT

25. Quatre catégories de problèmes sont rencontrées par de nombreuses entreprises en matière de télécommunications. Elles sont liées :

- à l'accès physique et économique au service de base;
- à l'accès aux réseaux et services à valeur ajoutée;
- aux problèmes d'utilisation des services de télécommunications;
- aux biais introduits par les politiques publiques.

A. L'inégalité devant le service de base

26. Le réseau téléphonique offre aujourd'hui un support à de nombreuses catégories de service. Si les technologies mises en oeuvre sont très largement électroniques, les services offerts par les réseaux téléphoniques à travers le monde sont encore de nature analogique (téléphone, fax, transmission de données par modem, etc.).

1. L'accès au réseau téléphonique

27. L'accès au réseau téléphonique est très inégal d'un pays à l'autre. Alors que le monde était desservi par environ 600 millions de lignes téléphoniques en 1993 pour une population totale de 5,5 milliards d'habitants, soit une densité moyenne de 110 lignes pour 1 000 habitants, la densité moyenne par pays varie dans des proportions considérables : elle est encore inférieure à 1 ligne pour 1 000 habitants dans près d'une dizaine de pays et dépasse 600 lignes pour 1 000 habitants dans les pays les plus développés, soit un écart de plus de 600 ! Le tableau suivant présente un résumé de ces grandes disparités :

	Lignes principales téléphoniques	Population	Densité téléphonique pour 1 000 habitants
	millions	milliards	
Amérique du Nord	171,8	375,8	457
Amérique du Sud	28,8	376,9	76
Europe	210,5	576,4	365
CEE	159,3	343,3	464
Asie	167,8	3 489,9	48
Afrique	11,4	709,9	16
Océanie	11,1	26,4	420
Total	601,4	5 555,9	108
OCDE	418,3	825,5	507

Source : Sirius-Stratlas.

28. Il faut distinguer dans la modernisation des réseaux deux phénomènes :

a) le premier a trait à l'introduction d'une commande électronique de plus en plus évoluée des réseaux (notamment l'établissement des communications) qui permet d'enrichir les fonctions offertes, par exemple le reroutage d'appel, la facturation détaillée ou la recherche de mobiles;

b) le deuxième a trait à la numérisation des informations et la capacité de se raccorder en mode numérique sur le coeur du réseau, qui permet la transmission de débits beaucoup plus importants et l'amélioration très nette de la qualité de service, tout en ouvrant la possibilité de combiner différents types d'informations (voix-images-données).

29. La numérisation des réseaux porte sur ces deux dimensions et concerne non seulement l'installation de commutateurs numériques, mais aussi l'introduction d'un réseau de signalisation performant (le réseau de commande du réseau ouvert aux usagers) et in fine la numérisation de l'accès au réseau.

30. La carte 1 présente les différences de densité téléphonique pays par pays. Mais, la densité n'est pas le seul critère à prendre en compte pour analyser les inégalités d'accès aux réseaux internationaux. L'accès aux réseaux internationaux peut ne pas être associé au raccordement aux réseaux nationaux. Il nécessite une procédure d'abonnement spéciale, par exemple du fait de la présence d'un opérateur international distinct. Cet abonnement, qui constitue un surcoût, peut n'être délivré que sous certaines conditions de dépôt de garantie, de modalités spécifiques de recouvrement, voire de facturation en devises qui en limite très fortement l'accès. La carte 2 présente la proportion de lignes accédant aux services internationaux pays par pays.

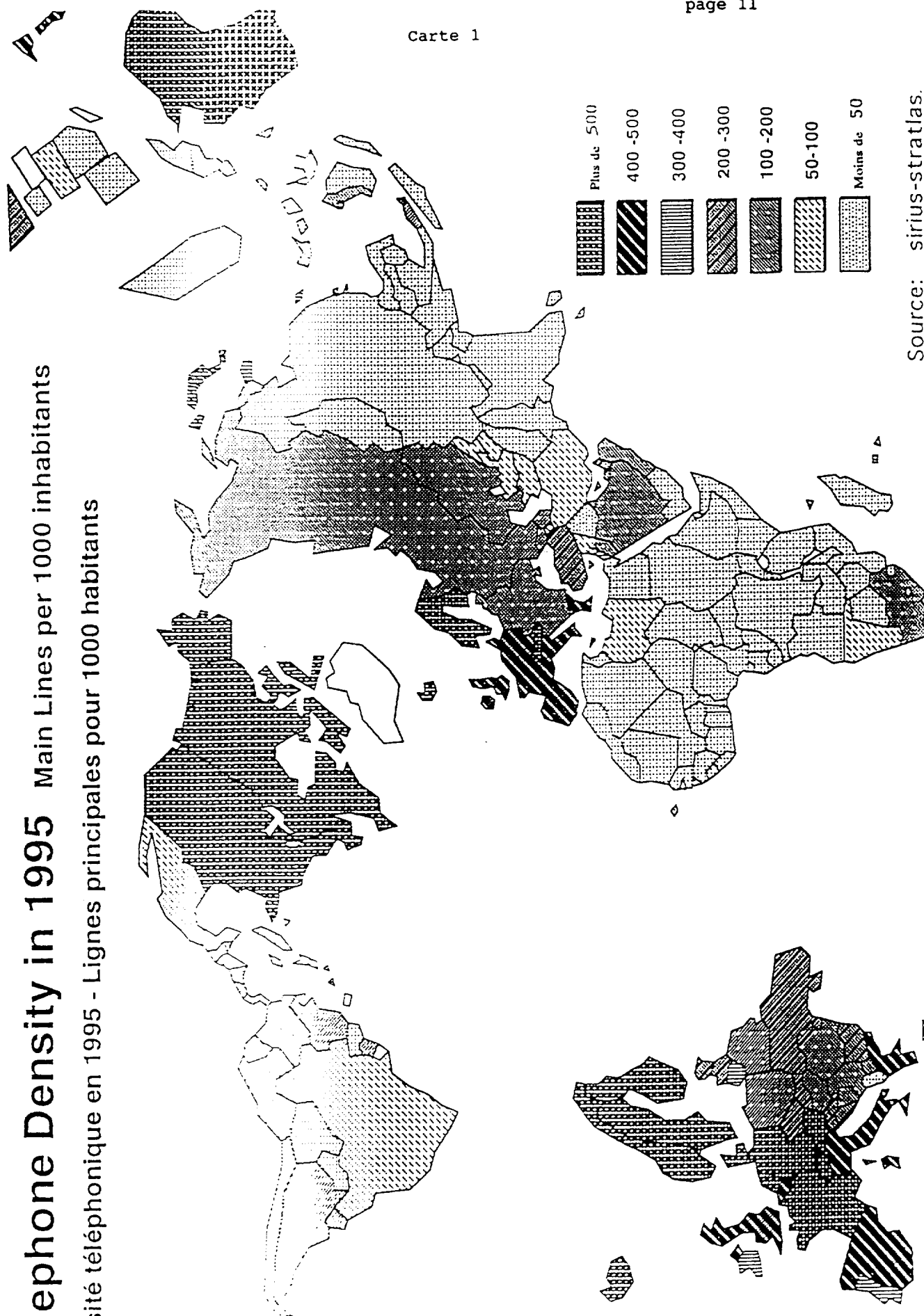
31. D'autres barrières "physiques" peuvent exister qui limitent l'utilisation des réseaux de télécommunications, comme l'automatisation incomplète des réseaux et leur faible taux de numérisation. Le maintien dans de nombreux pays de dessertes téléphoniques manuelles ne permet pas d'offrir la même qualité de service, ni souvent les mêmes fonctionnalités qu'un réseau automatique. Outre des délais beaucoup plus importants dans l'obtention des communications,

il est souvent difficile, voire impossible, de transmettre correctement des fax. Quant au taux de numérisation des réseaux, il détermine la capacité des usagers à accéder aux services évolués que permet l'électronisation des centraux tels que le renvoi d'appels, la signalisation d'appels en instance, etc. La carte 3 présente les taux de numérisation des réseaux et illustre les différences d'accès aux services supplémentaires des réseaux téléphoniques.

Telephone Density in 1995 Main Lines per 1000 inhabitants

Densité téléphonique en 1995 - Lignes principales pour 1000 habitants

Carte 1

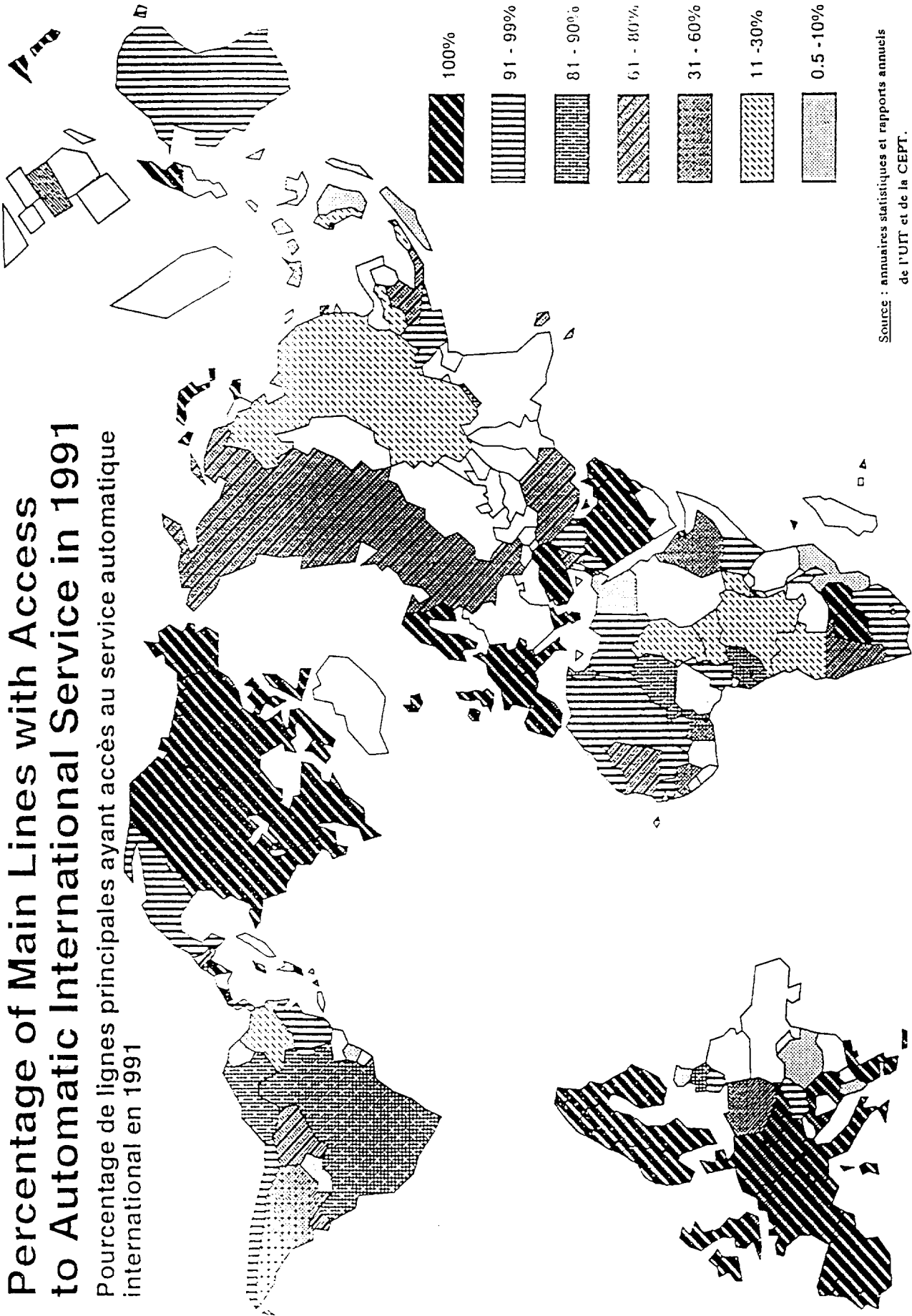


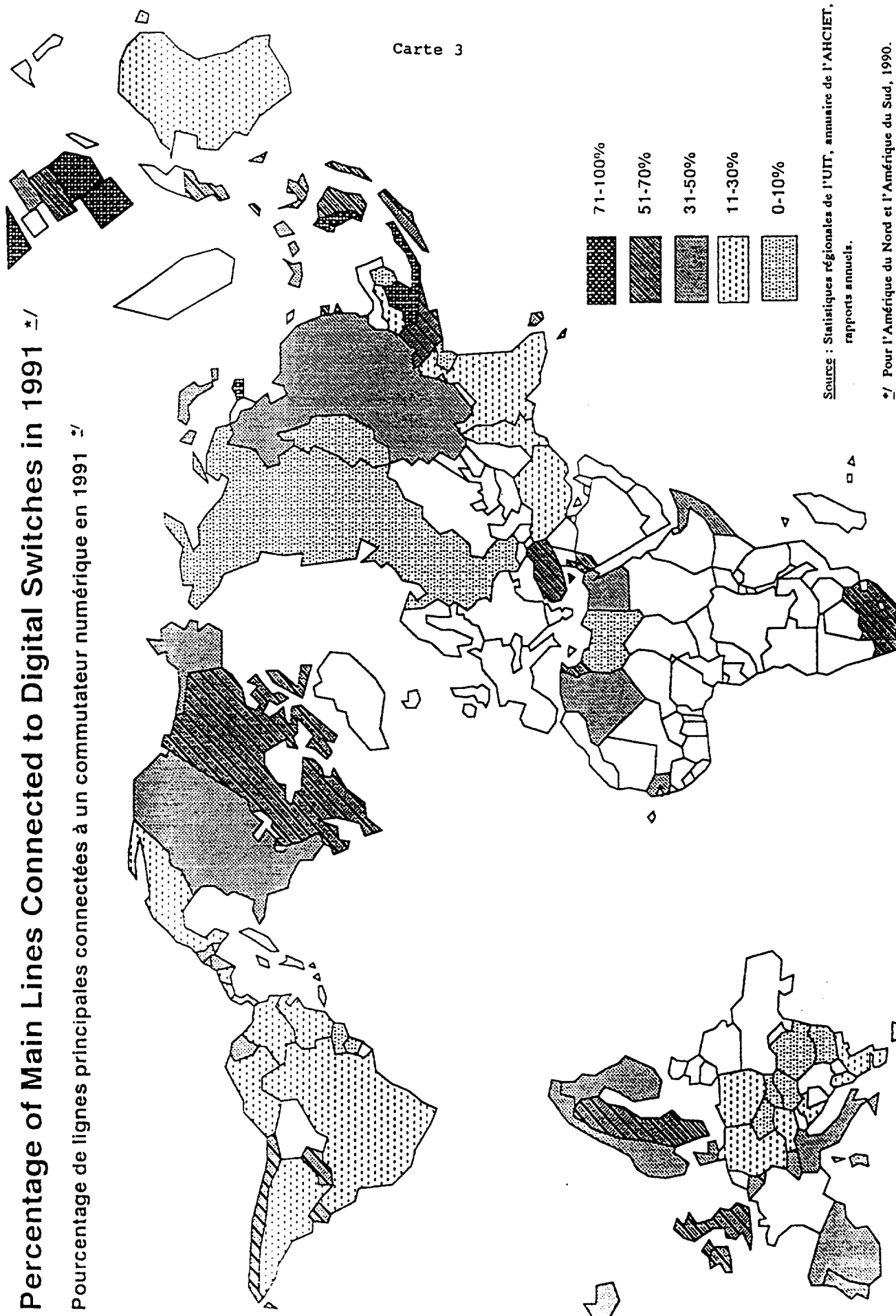
Source: sirius-stratlas.

Percentage of Main Lines with Access to Automatic International Service in 1991

Pourcentage de lignes principales ayant accès au service automatique international en 1991

Carte 2





2. L'accès économique aux réseaux

32. L'accès économique aux réseaux soulève deux types de questions :

- le niveau des tarifs,
- les obstacles non tarifaires à l'accès.

33. Le niveau des tarifs pose un problème dans bon nombre de pays dans la mesure où les communications internationales sont généralement surfacturées pour couvrir un faible tarif des communications domestiques, et principalement des communications locales. On constate ainsi que dans les pays dont la densité téléphonique est inférieure à 20 ou 30 lignes pour 1 000 habitants, les recettes des télécommunications internationales fournissent plus de la moitié, voire parfois de 70 à 80 % des recettes totales des opérateurs de télécommunications. Ces fortes péréquations se font au détriment des gros usagers de télécommunications internationales que sont les agents du commerce international et limitent leur développement en majorant très fortement le coût des transactions internationales. La solution réside dans une restructuration importante des tarifications, entreprise déjà par de nombreux pays développés, rapprochant les tarifs des coûts, et minorant les prix des communications internationales en augmentant le prix des communications domestiques et notamment le prix des communications locales à travers l'instauration de communications locales à la durée.

34. Un autre obstacle tarifaire réside dans les surcoûts associés à certains services ou usages particulièrement importants pour le commerce international. Le coût élevé des raccordements dans certains pays limite les possibilités de connexion des petites et moyennes entreprises. La présence de surtaxes spécifiques, souvent périodiques et aucunement justifiées par des coûts, pour le raccordement de terminaux particuliers, par exemple les fax ou les modems, obère considérablement le développement de ces outils aujourd'hui indispensables au commerce. Les modalités de commercialisation des terminaux (location seulement ou achat seulement) peuvent également créer des distorsions dans les pratiques de raccordement.

35. A côté de ces questions tarifaires, il existe de nombreux obstacles non tarifaires qui introduisent des inégalités d'accès aux réseaux et aux services. La multiplicité des abonnements, liée ou non à la multiplicité des opérateurs, l'exigence de dépôts de garantie voire de paiements en devises pour l'accès à certains types de service, notamment internationaux, les contraintes liées aux procédures de recouvrement (type d'adresse, modalité de paiement, par exemple) sont autant de facteurs qui compliquent le recours aux services de télécommunications. A l'inverse, de nombreux services peuvent faciliter l'usage des réseaux, tels que les cartes personnelles permettant de faire porter sur son compte des communications passées ailleurs (en cabines, chez d'autres usagers, à l'étranger, etc.), mais ils ne sont pas offerts partout.

36. La qualité de service constitue également un facteur important d'efficience ou d'inefficience des réseaux. Les délais de raccordement sont un facteur crucial dans de nombreux pays où il faut souvent attendre plusieurs années selon sa localisation pour obtenir un raccordement sur le réseau.

Mais également, les délais de restauration des lignes après dérangement, les délais d'acheminement des communications (attente de tonalité, numérotation, acheminement lui-même), le taux d'efficacité des appels (appels aboutissant effectivement), la qualité des communications (écoute audible, non-déconnexion en cours de communication, etc.) sont autant de facteurs qui rendent les télécommunications utiles ou inutiles. Enfin, cette énumération ne serait pas exhaustive sans la mention des pratiques pouvant discriminer entre les usagers selon leurs pouvoirs institutionnel ou financier qui leur permettent d'obtenir les lignes ou de remédier aux dérangements de façon prioritaire.

37. Ces problèmes peuvent conduire les gouvernements, les collectivités territoriales voire des groupements d'acteurs économiques privés à envisager la création de zones d'accès privilégié. Ces zones, parfois dénommées téléports, permettent de mettre à la disposition d'un tissu économique donné l'accès aux réseaux et services les plus évolués. Elles peuvent former une étape intermédiaire dans le développement des réseaux et services, mais peuvent aussi créer des disparités entre les entreprises si l'accès à ces téléports est réservé aux acteurs présents sur une zone géographique précise et délimitée. Là où ces téléports n'existent pas ou ne donnent pas satisfaction, des Trade Points pourraient jouer ce rôle vital d'accès privilégié aux réseaux.

3. Le réseau numérique à intégration de services

38. Le réseau numérique à intégration de services (RNIS) constitue le prolongement naturel des réseaux téléphoniques actuels en ce sens qu'il offre à chaque usager un raccordement numérique dont la standardisation est universelle, à partir de l'infrastructure téléphonique actuelle. Ce raccordement numérique permet de multiplier les services offerts aux usagers sur ce même réseau de base (notamment, il autorise le transfert de fichiers plus rapide et un transfert d'images permettant des services tels que la visiophonie), avec une qualité et des fonctionnalités très largement accrues. Si aujourd'hui l'accès au réseau téléphonique analogique est indispensable à qui veut commercer internationalement, il apparaît que l'accès au RNIS sera très rapidement aussi incontournable que l'est aujourd'hui l'accès au service analogique de base. Or l'inégalité d'accès au service analogique laisse présager demain, si des mesures ne sont pas prises dès aujourd'hui, une inégalité bien plus criante d'accès aux services numériques. Dans une perspective de moyen terme, il faudra pouvoir tabler sur une plus grande interopérabilité des RNIS nationaux (tableau 1).

Tableau 1
Matrice des interconnexions RNIS (fin 1993)
(ISDN interconnection matrix, end 1993)

de	All	Aus	Aut	Bel	Can	Dan	Esp	Fin	Fra	Gre	Hkg	Irl	Ita	Jap	Lux	Nor	NZ	PB	Por	RU	Sing	Sue	Sui	USA
à																								
Allemagne		o	o	o	o	o	o	o	o	94	o		o	o	94	o	o	o	94	o	o	o	o	o
Australie	o			o		o	o	o	o							o	o	o		o	o	94	o	o
Autriche	o			o		94			o	94		94				94		94	94	94		94	o	
Belgique	o	o	o		o	o	o	o	o	94	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o	o
Canada	o			o				o	o					o		o		o	94	o			o	o
Danemark	o	o		o			o	o	o	94	o		94	o	94	o		o	94	o		o	o	o
Espagne	o	o		o		o		o	o	94			o	94		o		o	94	o	o	94		o
Finlande	o	o		o	o	o	o		o		o		94			o		o	94	o		94		o
France	o	o		o	o	o	o	o		95	o	o	o	o	94	o		o	94	o	o	94	o	o
Grèce	o		94	94		94	94		95			o						94		o	94			
Hong Kong	o			o		o		o	o							94		o		o	o	94	o	
Irlande	o			o		94		o					o		94	94		94	94	o		94	94	o
Italie	o			o		94	o	o	o	94			o		o		o	o	94	o		o	o	o
Japon	o			o	o	o	94		o			o	o			o		o		o	o	94	o	o
Luxembourg	94			o		94			94		94					94		94	94	94		94	94	
Norvège	o	o	94	o	o	o	o		o		94	o	o		94		o	o		o	o	o	o	o
Nouv. Zélande	o	o		o												o		o	o	o				
Pays-Bas	o	o		o	o	o	o	o	o	94	o	94	o	o	94	o	o		94	o	o	o	o	94
Portugal	94			o	94	94		94							94	o		94	o		o	o		
Royaume-Uni	o	o	o	o	o	o	o	o	o	94	o	o	o	o	94	o		o	o		o	o	o	o
Singapour	o	o		o		o		o		o		o	o				o	94	o			o	o	
Suède	o	94		o		o	o	o	o	94	94	o	94	94	94	o	o	o	o	o	o		o	94
Suisse	o	o	o	o	o	o	o	o	o		o	94	o	o	94	o		o	o	o	o	o		o
USA	o	o		o	o	o	o	o	o			o	o	o	o			94	o	o		94	o	

Sources : IDATE. Eurie '93 Handbook, rapports annuels.

Légende :

o = interconnexion opérationnelle fin 1993

94 ou 95 = date prévues d'interconnexion

case vide = rien d'annoncé par les
opérateurs ou information non disponible

4. Les réseaux cellulaires

39. Les réseaux mobiles cellulaires ont aujourd'hui une double vocation : offrir la fonction mobilité complète pour les utilisateurs de services vocaux; proposer une alternative au réseau téléphonique commuté dans les pays qui doivent faire un effort immédiat en termes de taux de pénétration du téléphone. Les technologies numériques laissent envisager, vu du côté de la demande, un rapport coûts-bénéfices important. La pénétration de ce type de services reste toutefois très inégale comme le montre le tableau 3; en outre les problèmes d'interconnexion (en l'espèce le roaming qui permet à un abonné d'un réseau d'utiliser son terminal sur le territoire d'autres exploitants) sont loin d'être résolus (tableau 2).

40. Ces deux types de réseau, RNIS et radiotéléphonie cellulaire, comme d'autres tels les réseaux de radiomessagerie (paging), sont dès aujourd'hui des réseaux importants pour le fonctionnement des entreprises souhaitant développer un commerce international. Ils offrent des services de base, notamment le service téléphonique, dans des conditions d'accès et de fonctionnalité élargies, permettant à chaque agent de rester en contact où qu'il se trouve, et de transmettre des messages de nature de plus en plus variées à des correspondants en nombre accru, rendant la transaction commerciale infiniment plus efficace.

Tableau 2
Matrice des accords GSM de *roaming* international à mi 1993
(*International GSM roaming agreements matrix, mid 1993*)

de vers:	All	Aut	Bel	Dan	Esp	Fin	Fra	Gre	Hkg	Irl	Ita	Lux	Nor	Pb	Por	Ru	Sue	Sui
Allemagne		P	P	o		o	o	P		P	o	o	o	P	o	o	o	o
Autriche	93																	
Belgique	93											P		P		94	P	o
Danemark	o		94			o	o	P	94	o	o	o	o	P	o	o	o	o
Espagne	93		94													94		
Finlande	o			o			o	P	94	o	o	P	o	P	o	o	o	o
France	o			o		o		P					o			o	o	o
Grèce							93									o		
Hong Kong								P									P	
Irlande	93			o		o	93						o			o	o	
Italie	o			o		o	o						o			o	o	o
Luxembourg	o		94	o			93						o	P		93	P	o
Norvège	o		94	o		o	o	P	94	o	o	P		P	o	o	o	o
Pays-Bas	P		94				94					P				94	P	o
Portugal	o			o		o	93						o			93	o	o
Royaume-Uni	o			o		o	93	o		o		o					o	o
Suède	o			o		o	o	P		o	o	P	o	P	o	o		o
Suisse	o		94	o		o	o	P		o	o	o	P	o	o	o		

Source: IDATE, Teleccom Europa

Légende :

o = interconnexion opérationnelle à mi 1993
93 = interconnexion prévue à fin 1993
94 = interconnexion prévue à fin 1994
P = interconnexion prévue sans spécification de date
case vide = aucune annonce faite par les opérateurs

Tableau 3
Indicateurs de pénétration de la radiotéléphonie mobile cellulaire à fin 1993
(Cellular mobile telephony penetration indicators, end 1993)

PAYS	année mise en service (1)	no abonnés en milliers	pénétration pour 1000 ha
			+ de 50
Suède	1981 et 1992	1150	93
Finlande	1986 et 1992	442	88
Norvège	1981 et 1993	357	83
Islande	1986	17	68
Danemark	1982 et 1992	285	56
Etats-Unis	1983	13070	53
			de 20 à 50
Singapour	1988	135	45
Canada	1985	1165	44
Hong Kong	1984	255	44
Australie	1986	673	40
Suisse	1987 et 1993	248	37
Iles Feroe	1989	2	35
Nouvelle-Zélande	1987	105	31
Royaume-Uni	1985 et 1992	1790	31
EAU	1989	44	28
Autriche	1984	211	27
Macao	1988	13	27
Bahreïn	1986	12	24
Koweït	1986	50	23
Taiwan	1989	450	23
Brunei	1989	5	20
Chypre	1988	14	20
Porto Rico	1991	72	20
			de 10 à 20
Allemagne	1985 et 1992	1352	19
Italie	1985 et 1992	1090	19
Malaisie	1985	285	16
Malte	1990	6	16
Andorre	1990	1	15
Irlande	1985 et 1993	53	15
Japon	1979 et 1994	1766	14
Pays-Bas	1985	205	14
Israël	1986	46	10
France	1985 et 1992	550	10
			de 1 à 10
Corée du sud	1984	345	8
Portugal	1989 et 1992	85	8
Belgique	1987 et 1994	65	7
Vénézuéla	1988	130	7
Espagne	1982	242	6
Thaïlande	1986	352	6
Chili	1989	67	5
Mexique	1989	370	4
Maurice	1992	3	3
Estonie	1993	2	2,6

PAYS	année mise en service (1)	no abonnés en milliers	pénétration pour 1000 ha
Argentine	1989	70	2
Hongrie	1990	22	2
Luxembourg	1985 et 1993	4	2
Oman	1985	4	2
Slovénie	nd	4	2
Croatie	nd	6	1,3
Turquie	1986	74	1,3
Arabie Séoudite	1981	18	1,2
Grèce	1993	12	1
Philippines	1989	73	1
			de 0,1 à 1
Pérou	1991	20	0,9
Costa Rica	1989	2	0,7
Brésil	1990	68	0,5
Afrique du Sud	1986	14	0,4
Lettonie	1993	1	0,4
Sri Lanka	1989	6	0,4
Tunisie	1985	3	0,4
Chine	1987	350	0,3
Guatemala	1991	3	0,3
Tchécoslovaquie	1992	6	0,3
Indonésie	1986	43	0,2
Maroc	1988	5	0,2
Pakistan	1990	20	0,2
Russie	1991	4	0,2
Lithuanie	1993	0,3	0,1
Pologne	1993	3	0,1
			- de 0,1
Egypte	1987	4	0,08
Algérie	1990	2	0,07
Nigéria	1992	6	0,06
Vietnam	1992	3	0,05
Bangladesh	1991	1	0,01

(1) les années indiquées en gras concernant l'ouverture de réseaux numériques (GSM,...), les autres celles de l'ouverture de réseaux analogiques (AMPS, NMT, TACS,...)

Source : IDATE, Financial Times Mobile Communications

B. L'inégalité devant les réseaux et services à valeur ajoutée

41. Le téléphone et le fac-similé (mais encore le télex) sont des outils de base, indispensables au commerce international. Services universels, ils sont d'ores et déjà intégrés à toute transaction. Mais les télécommunications offrent depuis une quinzaine d'années toute une gamme de services enrichis. Plusieurs paliers de valeur ajoutée peuvent être ainsi définis : la transmission de données informatisées soutenues par des réseaux spécifiques (X25, VSAT) en serait le premier; les services à valeur ajoutée proprement dits, en seraient le second.

1. Importance des réseaux spécialisés

42. Il convient d'évoquer trois types de réseaux spécialisés :

a) Les liaisons spécialisées, qui sont les premiers supports dédiés mis à la disposition des utilisateurs (clients finaux ou intermédiaires), représentent une part non négligeable du trafic voix-données sur le plan international. Les problèmes actuels tiennent encore à des couvertures géographiques, des extensions fonctionnelles, des niveaux des tarifs (en particulier en l'absence de réseaux commutés) trop largement inégaux et donc discriminatoires pour les utilisateurs.

b) En ce qui concerne la transmission de données sur réseaux dédiés, réseaux X25, dont la technologie est aujourd'hui pour l'essentiel stabilisée et qui peuvent donc offrir un rapport coût-bénéfice favorable pour le client, leur utilisation dans un contexte international reste limitée par des critères physiques liés à leur disponibilité et à leur interconnexion.

c) Les réseaux de VSAT internationaux constituent une alternative intéressante par la flexibilité qu'ils introduisent (équipements au sol légers, liaisons satellite peu gourmandes en bande passante, fonctionnalités évoluant vers une plus grande interactivité). Leur développement en réseaux internationaux se heurte cependant à deux types d'obstacles : un coût relatif encore élevé et des contraintes réglementaires importantes, même si celles-ci tendent à se réduire.

2. Les services à valeur ajoutée

43. Ils correspondent à la mise en oeuvre d'applications spécifiques, au sein des réseaux, en sus du simple transport de l'information. On inclut généralement dans cette catégorie des services vocaux (numéro vert, audiotex, téléconférences) et des services non vocaux (EDI, E-mail, messageries X400, services de réservation, services d'autorisation, videotex).

Tableau 4
Matrice d'interconnexion des services publics X400, fin 1993
(X400 public services interconnection matrix, end 1993)

	AUT	BEL	BGR	CHE	DEU	DNK	ESP	FIN	FRA	GBR	HUN	IRL	ISL	ITA	NOR	PRT	SWE	USA
ARE		•		•	•	•		•		•				•	•			•
ARG				•	•													
AUS	•	•		•	•	•	•			•	•			•	•			•
AUT	X	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•		•	•		?	•
BEL	•	X		•	•	•	•	•	•	•				•	•	•	•	•
BGR	•		X	•	•	•		•										
BRA	•	•		•	•		•			•				•		•		•
CAN				•	•									•				•
CHE	•	•	•		•	•	•	•	•	•	•	•		•	•	•	•	•
CHL					•	•				•				•				•
CHN					•													
CRI																		•
DEU	•	•	•	•	X	•	•	•	•	•		•	•	•	•	•	•	•
DNK	•	•	•	•	•	X	•	•	•	•		•	•	•	•	•	•	•
ESP	•	•		•	•	•	X	•	•					•	•	•		•
FIN	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•		•	•	•	•	•	•
FRA	•	•		•	•	•	•	•	X			•		•	•	?	•	•
GBR	•	•		•	•	•	?	•		X				•	•		•	•
HKG	•			•	•	•		•		•				•	•			
HUN	•			•	•	?		•			X			•				
IND				•	•												•	•
IRL	•	?		•	•	•	?	?	•			?			•	?		•
ISL		?			•	•		•					X		•	•		?
ISR				•	•			•										
ITA	•	•		•	•	•	•	•	•	•	•			X	•	•		•
JPN	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•					•			•
KOR	•			•	•	•		•	•					•				•
MEX				•														
MYS				•		•				•				•	•			
NOR	•	•		•	•	•	•	•	•	•	?	•	•	•	X	•	?	•
NZL																		•
POL					•													
PRT		•		•	•	•	•	•					•	•	•	X		•
ROM	•																	
SGP		•		•	•	•									•			•
SWE		•		•	•	•	?	•	•	•							X	•
THA					•													
TWN					•									•				•
USA	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•		•	•	•	•	X
ZAF		•		•	•	•										•		

Source: IDATE, EEMA

LEGENDE :

ARE : Emirats arabes unis ; ARG : Argentine ; AUS : Australie ; AUT : Autriche ; BEL : Belgique ; BGR : Bulgarie ; BRA : Brésil ; CAN : Canada ; CHE : Suisse ; CHL : Chili ; CHN : Chine ; CRI : Costa Rica ; DEU : Allemagne ; DNK : Danemark ; ESP : Espagne ; FIN : Finlande ; FRA : France ; GBR : Royaume-Uni ; HKG : Hong-Kong ; HUN : Hongrie ; IND : Inde ; IRL : Irlande ; ISL : Islande ; ISR : Israël ; ITA : Italie ; JPN : Japon ; KOR : République de Corée ; MEX : Mexique ; MYS : Malaisie ; NOR : Norvège ; NZL : Nouvelle-Zélande ; POL : Pologne ; PRT : Portugal ; ROM : Roumanie ; SGP : Singapour ; SWE : Suède ; THA : Thaïlande ; TWN : Taïwan ; USA : Etats-Unis ; ZAF : Afrique du Sud.

44. Ces services, qui répondent aux besoins des économies modernes, sont encore accessibles de façon très inégale (disponibilité et coûts), alors qu'ils constituent d'ores et déjà des sources de gains d'efficacité pour le commerce international.

45. L'interopérabilité des services à valeur ajoutée devrait être un rouage essentiel de la transaction, et plus spécialement de sa composante financière. Encore défaillante au niveau international (numéro vert international, messageries - voir le tableau 4), cette interopérabilité devrait être une priorité de l'offre de service internationale.

C. Problèmes liés à l'usage des télécommunications

46. Les contraintes objectives à une utilisation large de la ressource télécommunication problématique de l'accès constituent un premier type d'inégalité, pouvant conduire à un dysfonctionnement du commerce international. Ainsi, l'exclusion des télécommunications peut constituer une barrière à la participation dans l'activité de commerce international.

47. Mais il est une autre forme de dysfonctionnement liée à la répartition inégale du savoir-faire - c'est la problématique de l'usage. Enfin, il faut évoquer aussi l'impact que pourrait avoir, sur la qualité même de la demande, l'instabilité des structures industrielles du secteur des télécommunications - secteur soumis depuis une dizaine d'années à de profonds changements.

1. L'inégalité dans le savoir-faire des utilisateurs

48. Les grandes organisations industrielles ou du commerce ont souvent déjà intégré l'usage extensif des réseaux et services de télécommunications autour du monde. Leur taille, leur implantation multinationale, la diversité et l'ampleur de leurs marchés les conduisent à tirer le meilleur parti des innovations que connaît le monde des télécommunications, même dans les contextes où l'offre de réseaux et de services est restreinte, car elles peuvent mettre en oeuvre, sur des infrastructures de base, des réseaux privés performants. Les petites et moyennes entreprises ont par contre rarement accès aux mêmes services et peuvent donc être particulièrement défavorisées dans l'accès aux marchés.

49. Il est généralement admis que la dépense en télécommunications est de l'ordre de 2 pour 1 entre grandes entreprises et PME au sein des pays de l'OCDE (on trouve évidemment des PME très performantes en la matière). Mais cet écart est vraisemblablement bien plus important à l'échelle mondiale. En l'espèce, un niveau de dépense élevé est la reconnaissance de l'intérêt que représente l'intégration des télécommunications dans le processus de production et d'échange des économies modernes. Cette différence engendre alors une dynamique inégalitaire dans le savoir-faire lié à l'usage des télécommunications, c'est-à-dire à la valorisation des télécommunications dans les chaînes de valeur ajoutée micro-économiques. Cette spirale (excellence d'un côté, handicap de l'autre) est doublement pénalisante pour l'essor du commerce international. Quantitativement, elle tendrait à exclure les entreprises "mal branchées"; qualitativement, elle crée des zones de frictions entre entreprises largement dotées en moyens de télécommunications et entreprises démunies.

50. Il y aura donc lieu de remédier à ces dysfonctionnements; on pourrait même raisonnablement, et par des politiques ciblées, espérer basculer dans un "cercle vertueux" où l'on favoriserait la mise à niveau (par définition, dynamique) de l'ensemble des partenaires potentiels du commerce international.

2. La spécificité des structures industrielles

51. Le secteur des télécommunications est soumis, depuis une dizaine d'années, à une instabilité due à l'évolution de son propre environnement technologique et réglementaire. Cette particularité est perçue par les acteurs de l'activité économique comme une difficulté dans la spécification de leurs besoins en télécommunications, comme dans l'établissement de relations contractuelles avec l'offre de services de télécommunications.

52. L'introduction de la dynamique concurrentielle, dans un contexte d'innovation technologique, a eu certes comme conséquence une baisse relative des prix des communications téléphoniques internationales. Mais elle a également accéléré le rythme d'introduction de nouveaux services, créant des effets de concurrence entre services et rendant l'achat et l'usage plus problématique. En rompant également une forme de solidarité internationale, dont l'UIT restait au seuil des années 80 le symbole (en focalisant en particulier les grands opérateurs sur la conquête du marché des 600 grandes multinationales, en se gardant de l'écroulement de leurs propres marchés nationaux), cette dynamique concurrentielle a fait passer au second plan le service universel, porte-drapeau de cette industrie.

D. Les biais introduits par les politiques publiques

53. Le secteur des télécommunications connaît une mutation sans précédent depuis une décennie. Au début des années 80, le démantèlement d'AT&T aux Etats-Unis, la privatisation de British Telecom et de NTT, l'ouverture à la concurrence de certains réseaux et services ont donné le coup d'envoi d'une profonde réorganisation internationale du secteur qui est loin d'être achevée. Cette évolution se produit dans un contexte d'importantes mutations technologiques qui, à travers la numérisation généralisée des informations de toute nature, produisent une convergence rapide de différents secteurs, parallèlement à une explosion de la gamme des services offerts. La tendance générale qui se dessine est le désengagement progressif des Etats du secteur des télécommunications - désengagement d'une triple nature :

- a) désengagement opérationnel avec la création d'entités autonomes d'exploitation des réseaux et des services, l'Etat retenant uniquement les fonctions de réglementation clairement distinguées des fonctions opérationnelles;
- b) désengagement financier avec le recours de plus en plus grand aux sources privées pour financer le développement des réseaux, voire à des opérations de privatisation des opérateurs publics;
- c) désengagement politique avec le renoncement progressif à une politique télécom spécifique, permettant de mener des actions particulières en termes d'aménagement du territoire, d'emploi, de politique industrielle, de recherche et développement.

54. La banalisation relative du secteur des télécommunications qui en résulte se traduit notamment par une ouverture à la concurrence de certains réseaux et services. Les réseaux mobiles (paging et radiotéléphonie cellulaire notamment), les réseaux de transmission de données, les réseaux de télédistribution par câble, les réseaux par satellite, les cabines publiques à carte sont parmi les premiers réseaux à avoir été ouverts à la concurrence. Mais de nombreux pays conservent un monopole sur certains réseaux ou services.

55. Ces évolutions libérales se heurtent à de nombreuses contraintes, dont notamment le rôle majeur que les télécommunications peuvent jouer dans le financement des budgets publics. Les télécommunications sont fréquemment assujetties à des taxes élevées sur les différentes composantes tarifaires, notamment les communications, et des prélèvements directs ou indirects (affectation de charges publiques) peuvent grever lourdement la capacité d'autofinancement. Les incertitudes sur l'attitude des gouvernements, les variations importantes qui peuvent affecter la taxation des télécommunications (on a pu constater dans certains pays des variations de plus de 100 % des taxes sur les communications affectant gravement la consommation) comme les prélèvements sont autant de facteurs empêchant le développement des usages, soit directement du fait d'élasticités élevées, soit indirectement à travers la capacité d'investissement des opérateurs.

56. Sur un secteur dont la taille est macro-économique, l'intervention des Etats ne peut pas être totalement absente. La forte solvabilité de ce secteur ne doit cependant pas faire oublier qu'il s'agit d'un secteur infrastructurel primordial pour le développement économique et que toute politique de prélèvement abusif ne peut que réduire sa contribution au développement économique du pays et notamment au développement des flux commerciaux internes et externes.

III. MESURES APPLICABLES AUX TELECOMMUNICATIONS FAVORABLES A L'EFFICACITE DU COMMERCE INTERNATIONAL

57. Pour pallier les inégalités constatées et résoudre les difficultés d'accès et d'utilisation des réseaux et des services de télécommunications, un certain nombre de mesures s'imposent. Celles-ci peuvent se ranger en deux catégories :

a) des mesures structurelles qui s'appliquent de façon générale aux réseaux et services de télécommunications;

b) des mesures spécifiques permettant de créer des conditions privilégiées d'accès aux réseaux et services à partir d'infrastructures particulières.

58. Ces dernières mesures (par. 57 b)) doivent être appréciées dans le contexte du programme Trade Point. Lancée par la CNUCED lors de la Conférence de Carthagène en février 1992, l'initiative pour l'efficacité du commerce a pour objectif principal d'ouvrir le commerce international à de nouveaux entrants. L'instrumentation de cette politique se traduit depuis lors par la mise sur pied de Trade Points (TP) dont le montage relève des initiatives et des autorités locales.

59. Dans sa configuration de base, chaque TP doit disposer d'un ou de plusieurs accès au réseau téléphonique commuté, doit être équipé d'un fax et d'un PC communicant, lui permettant en particulier de gérer un accès E-mail de type Internet. Cette configuration, minimaliste pour ne pas créer de barrières à l'entrée, ne préjuge pas de la nature des applications de communication réelles qui seront maintenues par le Trade Point en régime de croisière. La nature des besoins de moyen terme va permettre de cerner les décisions "télécommunications" à prendre immédiatement, compte tenu des problèmes et des délais de mise en oeuvre. Elle permettra également d'anticiper sur les gains d'efficacité à en attendre (aspect facilitateur de la transaction) et leur impact sur la dynamique des NTP (aspect ressource stratégique).

60. Les mesures proposées ci-après sont classées en deux groupes qui concernent d'une part les mesures relatives à l'accès aux réseaux et d'autre part les mesures relatives à l'accès aux services.

A. Mesures relatives à l'accès aux réseaux de télécommunications

61. Les premières mesures à considérer portent sur l'accès aux réseaux : ce sont des mesures qui concernent les infrastructures et nécessitent souvent des investissements dont l'impact ne peut être que progressif. Il s'agit de porter les réseaux à un niveau de développement géographique et fonctionnel et d'offrir une grille tarifaire attractive qui permette de satisfaire les besoins des petites et moyennes entreprises souhaitant développer une activité internationale. Les mesures suivantes sont à considérer :

a) Automatisation complète des réseaux ou procédure de raccordement des usagers professionnels sur les centraux automatiques;

b) Numérisation des commutateurs d'abonnés et offre de services supplémentaires;

c) Développement de l'accès aux réseaux dans les régions reculées ou à faible densité, pour de petits utilisateurs professionnels, grâce à l'utilisation d'architectures de réseaux appropriés (petits centraux ruraux, desserte par système de type TDMA, desserte par systèmes cellulaires, desserte par liaisons point à point, filaire ou hertzienne, desserte par satellite); recherche de solutions alternatives pour généraliser les accès aux réseaux internationaux (tels que l'accès aux futurs réseaux de satellites sur orbite basse);

d) Création, développement et décentralisation des portes d'accès aux réseaux X25;

e) Octroi de licences VSAT sur un mode concurrentiel; reconnaissance des licences accordées entre pays voisins ou appartenant à des organisations économiques régionales de façon à développer des bases économiques plus larges;

f) Libéralisation de la connexion des terminaux;

g) Instauration de procédures d'agrément réciproque de terminaux (entre pays appartenant par exemple aux mêmes organisations économiques);

h) Décentralisation des centres de transit internationaux de façon à offrir des connexions internationales qui ne dépendent pas obligatoirement de l'état des réseaux interurbains.

62. Les mesures relatives aux tarifs des réseaux de télécommunications comprennent :

a) Mesures basées essentiellement sur la restructuration tarifaire tendant à minorer les péréquations entre usagers résidentiels et usagers professionnels, et relatives à la suppression des discriminations concernant les communications internationales :

b) Baisse des coûts des communications internationales, visant l'homogénéisation des tarifs internationaux selon les prix mondiaux moyens en vigueur;

c) Suppression des abonnements spécifiques à l'international; généralisation de l'accès automatique et sans discrimination aux services internationaux;

d) Instauration de modulations horaires à l'international conduisant à des baisses partielles de tarifs;

e) Réduction des frais de raccordement aux réseaux;

f) Suppression des discriminations par type d'usagers;

g) Suppression des frais de raccordement de terminaux spécifiques (fax, modems, etc.).

63. Les mesures entraînant une baisse globale des tarifs et une meilleure capacité de financement du développement des réseaux sont :

a) Limitation du prélèvement étatique sur les revenus des exploitants des télécommunications (en % du bénéfice ?);

b) Limitation des taxes imposées aux différentes composantes tarifaires des télécommunications.

64. Les mesures relatives aux obstacles non tarifaires sont :

a) Suppression des modalités spécifiques d'accès aux réseaux et services internationaux par la généralisation de procédures d'interconnexion commerciale entre opérateurs domestiques et opérateurs internationaux;

b) Accès aux annuaires des réseaux et services, sur un plan domestique et international;

c) Offre de services de qualité, tant en termes de délai de raccordement que de qualité des communications;

d) Offre d'informations administratives permettant de suivre et surveiller le coût des communications (facturation détaillée, service de suivi et de plafonnement des dépenses de communication, etc.).

B. Mesures relatives à l'accès aux services

65. Ces mesures ont pour objet de multiplier l'offre de services accessibles d'un pays et d'en diffuser l'usage par le développement adéquat d'une offre adaptée aux attentes spécifiques des usagers, notamment pour le commerce international. Ces mesures sont axées sur une libéralisation de la prestation de services de télécommunications. Elles sont :

a) Accès aux services internationaux de transmission de données (Infonet, Sita, etc.), et accès aux services internationaux de messagerie (Internet); développement éventuel d'un tissu d'intermédiaires permettant d'en diffuser la commercialisation. Un rôle spécifique pourrait être confié aux Trade Points pour négocier avec certains de ces réseaux non seulement l'accès à différents types de raccordement, mais également des tarifs préférentiels tenant compte par exemple de surcapacités existantes ou de possibilités de tarification au coût marginal, de façon à faire baisser sensiblement le coût des transmissions de données internationales essentielles au commerce international;

b) Ouverture à la concurrence des services de base (messagerie X400 par exemple) et développement d'une activité concurrentielle de prestation de services à valeur ajoutée, éventuellement sur une base régionale, avec réglementation des standards d'accès;

c) Mise en place d'interconnexions de service, notamment interfaces télex-services de transmission de données-fax;

d) Mise en place de mécanismes de kiosque assis sur les réseaux nationaux ou internationaux;

e) Ouverture de guichets uniques d'accès aux services de communication, éventuellement associés à l'accès aux services d'information. Les mécanismes de kiosque comme ces fonctions de guichet unique pourraient être confiés dans un premier temps aux Trade Points qui auraient la charge de les mettre en oeuvre;

f) Possibilité de paiement des services internationaux en devises locales;

g) Développement des accords internationaux de roaming pour tous types de services mobiles (paging, radiotéléphonie, etc.);

h) Labellisation de services internationaux respectant des critères d'ouverture, en termes de standard et en termes de non-discrimination des usagers;

i) Quand l'offre de services paraît insuffisante dans une zone donnée, amélioration de la capacité offerte aux acteurs du commerce international de négocier l'accès à des services fournis à partir de plates-formes extérieures; cette amélioration pourrait notamment avoir lieu par le truchement des Trade Points;

j) Décentralisation progressive des accès privilégiés (type Téléport ou Trade Point) sous forme virtuelle à l'intérieur des pays;

k) Dresser un cahier des charges de l'ensemble des applications de communication, dont le contenu est précisé.

66. Le cahier des charges mentionné au paragraphe 65 k) ci-dessus devra :

a) S'appuyer sur une segmentation des besoins applicatifs. Ces besoins de communications seront définis au regard des finalités suivantes : accès à l'information sur les marchés; connaissance des procédures du commerce international; mise en relation des partenaires de la transaction; réalisation effective de la transaction, y compris le paiement; nécessité du contrôle ou de l'archivage de la relation commerciale; consolidation des données de l'échange;

b) Définir en termes d'exigences minimales les conditions d'offre de services et de réseaux de télécommunications. On dressera à cet effet un tableau des correspondances fonctionnelles entre besoins applicatifs et offre de services;

c) Soulever tous les problèmes réglementaires immédiats. On s'attachera en particulier à poser le problème de l'extraterritorialité des services au cas où l'offre locale se trouve défaillante;

d) Analyser les problèmes organisationnels liés à l'instrumentation des services de télécommunications. On insistera en particulier sur les problèmes d'appropriation dans l'emploi des moyens de télécommunications (mise en place de dispositifs de (télé)formation en matière de télécommunications). On posera par ailleurs les problèmes de gestion des moyens de télécommunications (outsourcing);

e) Préciser le rapport coûts-avantages dans la mise en oeuvre des services. Il s'agira de mener un calcul économique simple sur la base des coûts d'accès et d'utilisation des services, au regard des bénéfices attendus (limitation des dysfonctionnements dans les transactions, amélioration de la productivité dans le traitement des échanges, valeur ajoutée au regard de l'organisation des marchés d'exportations);

f) Enfin, déboucher sur l'élaboration d'un outil de gestion politique.

67. S'il y a, à terme, un effet réseau dans la mise en relation des TP, celui-ci ne sera qu'un des éléments du réseau de relations qu'entreteniront les TP avec l'environnement économique global. Du point de vue des flux de communication, on distinguera le trafic national (TP-intérieur du pays), le trafic régional (TP-autre pays d'un même bassin économique, par exemple Union européenne), le trafic inter-TP (réseau effectif constitué par l'interconnexion des TP), et le trafic international proprement dit. La répartition de ces flux sera un élément d'orientation fondamental d'une politique de télécommunications spécifique aux TP.

68. On pourrait ainsi élaborer une matrice des flux de communications, dans la perspective de discussion et de négociation (pour des conditions tarifaires spécifiques par exemple), en mettant en évidence les deux dimensions de la ressource télécommunication au regard des exigences du commerce international : facilitation et ressource stratégique.
